LA MONDIALISATION COMME IDEOLOGIE

Il n'est pas exagéré de parler d'idéologie de la mondialisation, ainsi qu'a pu le faire par exemple Manfred B. Steger[1]. En tant qu'idéologie, la mondialisation est un produit d'inspiration libérale, et ce dès l'origine[2]. Ce sont d'ailleurs les libéraux qui s'en font les plus chauds défenseurs, dénonçant ceux qui prônent des mesures de protection contre la concurrence mondiale et la mobilité des capitaux comme des adeptes rétrogrades du « repli sur soi ». Le credo du libéralisme, qui en tant que philosophie politique met l'individu au centre de sa problématique, est qu'en matière économique la régulation de la société doit se faire par le libre jeu des mécanismes du marché : l'allocation des ressources est mieux assurée par le marché que par l'Etat. La liberté du marché, dans cette optique, n'est que le reflet de l'autonomie de l'individu – alors qu'en réalité le marché s'est surtout étendu au prix d'une « hécatombe de vies humaines » (Karl Polanyi).

L'idéologie des droits de l'homme, « perçus comme un droit illimité de l'individu à se départir de tout collectif, à briser tout lien, à nier toute appartenance, à se désengager de tout rapport durable et pérenne avec les siens »[3], sert tout à la fois de caution et de discours d'accompagnement à la mondialisation des marchés[4]. Déclinée sous toutes les formes de « sans-frontièrisme » et de « pourtoussisme », elle vise à favoriser l'avoir au détriment de l'être. Mireille Delmas-Marty parle à ce propos d'une « mondialisation juridique qui dissocie le droit du marché du droit social et favorise une culture du marché, neutralisant par avances les initiatives internationales[5].

Le caractère global de la mondialisation transparaît également dans le fait que celle-ci abolit l'espace et le temps. Alors que l'univers des nations était un univers de non-synchronicité, la mondialisation réalise la synchronicité historique. Le développement des interconnexions aboutit à une réorganisation de la temporalité, qui met en place une nouvelle économie du temps et de l'espace. D'une part, les places boursières étant connectées, le monde de la finance ne dort jamais, et la monnaie qui fait le tour du monde en quelques secondes est comme dématérialisée. « Pour la première fois de l'histoire, note Manuel Castells, le capital se gère jour et nuit sur des marchés financiers opérant en temps réel »[6]. D'autre part, tous les grands événements médiatiques sont connus simultanément à la surface du globe, et peuvent être partout suivis d'effets immédiats. L'accélération de la circulation des flux matériels et immatériels est telle que la compression du temps est devenue essentielle dans la compétition mondiale. L'immédiateté supprime tout autant l'espace, puisqu'elle ignore par définition les frontières. Impliquant « une vitesse sociale au rythme de plus en plus rapide qui

conditionne tous les acteurs et qui engendre par là même une sélection par la vitesse »[7], elle aboutit à une révolution du « temps réel » (ou « temps zéro ») qui accentue la tendance psychologique et sociale à rabattre toutes les dimensions historiques sur le moment présent (« présentisme »). La compression de l'espace et du temps équivaut bel et bien à leur disparition.

A l'ère de l'espace, celle de l'*hinterland* et du *Lesbensraum*, le territoire était la ressource la plus convoitée, car il était aussi le meilleur garant de la sécurité. Aujourd'hui, la capacité protectrice de l'espace a presque disparu, et les sources de l'insécurité actuelle résident plutôt dans l'« espace des flux » (Manuel Castells). Alors que le pouvoir des Etats augmentait traditionnellement par la conquête territoriale, le pouvoir des acteurs de la mondialisation augmente au contraire dans la mesure même où ils deviennent des acteurs extraterritoriaux. L'espace « lisse », sans polarisation ni ancrage, remplace ainsi l'espace différencié ou strié. « Les multinationales fabriquent une sorte d'espace lisse déterritorialisé où les points d'occupation comme les pôles d'échange deviennent indépendants des voies classiques de triage », avaient déjà noté Gilles Deleuze et Félix Guattari[8].

La mondialisation n'a pas de centre, et il n'y a donc plus de différence entre le centre et la périphérie. Véritables détenteurs du pouvoir, les marchés financiers sont partout et nulle part. C'est parce qu'il n'y a plus de centre, que les pouvoirs n'ont plus de visage, que personne n'est plus en mesure de saisir ce qui se passe – d'où l'idée puérile que le pouvoir « invisible » est en fait exercée par des tireurs de ficelles clandestins, alors qu'il n'y a en réalité pas de quartier général de la mondialisation, ni de chef d'orchestre clandestin. Le développement de l'information ne produit plus lui-même de la transparence, mais du brouillage et de l'opacité.

La mondialisation est un ensemble systémique, c'est-à-dire un ensemble qui ne se réfère qu'à lui-même. Les normes n'y sont qu'une simple codification des procédures opératoires que traite le système. La seule loi générale est celle de l'opérationnalité et de l'effectivité. Toutes les limites étant niées, ce système relève d'un incontestable totalitarisme si l'on admet qu'« est de nature totalitaire une puissance qui ne connaît, ne reconnaît et ne respecte aucune limite interne ou externe à son emprise sur la réalité »[9].

L'abandon de la conscience des limites et de la sagesse des choses finies, à quoi se résume l'expansion du capitalisme, ne peut aller de pair, pour les libéraux, qu'avec l'extension de la « liberté » et de la « démocratie », cette dernière étant évidemment posée dans sa seule version parlementaire et représentative. Mais en fait, la mondialisation généralise la dépossession de toutes les formes existantes de souverainetés, à la seule exception de la souveraineté des marchés. L'espoir est à terme d'aller vers ce que Kant appelait l'« unification générale de l'humanité » (*allgemeine Vereinigung der Menschheit*). Chantre de la mondialisation, le très libéral Jean Baechler plaide ainsi pour l'abolition de toutes les souverainetés politiques au triple motif que « la notion de souveraineté est extérieure à la démocratie » (sic), que « toute restriction imposée par la souveraineté politique à la liberté d'accès aux marchés mondiaux est une atteinte à la liberté individuelle » (sic) et qu'« une politie planétaire abolirait la guerre »[10] ! Ulrich Beck est également de ceux qui attendent de la mondialisation qu'elle mette en œuvre une « cosmopolisation » des rapports sociaux. Il se déclare partisan d'un « Etat cosmopolite qui devrait se fonder sur le principe de l'indifférence nationale »[11]. En

attendant l'avènement d'un « Etat mondial », les libéraux en tiennent donc pour une « gouvernance » mondiale oublieuse des souverainetés territoriales et étatiques ou pour une « démocratie cosmopolite » de type post-hiérarchique, où la « pluralité » compterait plus que l'appartenance et où l'intégration serait remplacée par l'« hybridation »[12].

Comme l'écrit Frédéric Lordon, « la substitution insistante du terme "gouvernance" à celui de "gouvernement" est bien là pour dire le projet général de la dégouvernementalisation du monde, c'est-à-dire de sa dépolitisation »[13]. Contre les partisans du « cosmopolitisme », qui croient à la possibilité d'une constitution politique de l'humanité toute entière – et contre ceux qui s'imaginent que le politique peut surgir de l'économique –, il faut en effet rappeler que toute tentative d'unification mondiale fait immanquablement sortir du politique, puisque celui-ci implique une pluralité d'acteurs (il en faut au moins deux).

Parler de « citoyenneté mondiale » n'a donc aucun sens, puisqu'on ne peut être citoyen que d'une entité politique et que le monde n'en est pas une. De même n'y a-t-il de démocratie possible qu'à l'intérieur de frontières territoriales déterminées, car c'est seulement dans un tel cadre qu'il est possible de distinguer entre les citoyens et les non-citoyens. C'est à l'intérieur de frontières reconnues que les hommes peuvent exercer leur liberté de s'autodéterminer et les peuples faire usage de leur souveraineté. C'est seulement à l'intérieur de frontières que des valeurs communes peuvent s'imposer, des règles sociales de solidarité être mises en place et la confiance s'instaurer. La suppression des frontières territoriales et politiques, au contraire, fait naître des angoisses et des peurs comparables à celles qui étaient autrefois éprouvées hors des territoires nationaux. En faisant disparaître tous les repères, elle est en outre fondamentalement polémogène, car elle crée une situation favorable à la montée d'une violence qu'aucune autorité ne peut plus enrayer[14]. Transférer les décisions à une échelle où les citoyens se retrouvent nécessairement impuissants parce que la démocratie ne peut s'y exercer est le moyen qu'a trouvé la Forme-Capital pour s'émanciper de tout contrôle politique[15].

La volonté du capitalisme de supprimer toutes les « rigidités » qui font obstacle à la mise en œuvre de sa logique profonde comporte en fait un volet « géographique » (la création d'un marché mondial, c'est-à-dire d'un espace de valorisation homogène) et un volet sociétal (la soumission de toutes les activités humaines au principe de la marchandise). Ces deux volets sont liés dans la mesure où la désagrégation sociale et l'arasement des esprits qui en résulte sont nécessaires au contrôle des peuples.

Sur le plan sociétal, la mondialisation se caractérise par sa puissance dissociative. On peut à cet égard la considérer comme un phénomène postmoderne[16]. Comme l'a écrit Ralf Dahrendorf, la compétitivité globale va de pair avec la désintégration sociale. La « malléabilité » et la « flexibilité » s'étendent aux valeurs morales elles-mêmes, qui ne cessent d'évoluer pour s'adapter au gré des flux et des reflux des modes et des besoins. Se généralise ainsi la société « liquide » évoquée par Zygmunt Bauman, faite de flux et de réseaux, de formes changeantes, de formations superficielles, de nébuleuses en constante mutation, que certains auteurs préfèrent décrire comme un monde « gazeux » (avec ses différentes phases d'évaporation, de liquéfaction ou de cristallisation)[17]. Les identités deviennent incertaines et flottantes. Zaki Laïdi observe assez justement que « la mondialisation reproduit étrangement le mécanisme freudien de la foule prise dans le

mouvement de la contagion-panique. Contagion dans la mesure où la mondialisation développe la conformité et l'uniformisation. Panique puisque chacun se sent seul face à des logiques qui le dépassent »[18]. La mondialisation généralise le type de la vie sociale hors-sol, de l'homme en apesanteur. C'est donc bien une mutation anthropologique totale[19].

Plus spécifiquement, la mondialisation est d'abord et avant tout une *marchandisation* du monde, où le fétichisme de la marchandise et le primat de la valeur d'échange entraînent une réification généralisée des rapports sociaux. Culturalisation de la marchandise et marchandisation de la culture vont de pair : « La culture du *business* triomphe partout » (Gilles Lipovetsky). Comme il s'agit de capter l'énergie des consommateurs, c'est aussi un phénomène libidinal, qu'on a pu résumer par la formule de « macdonalisation de la société »[20]. Comme le dit Zygmunt Bauman, « de manière croissante, nous déléguons notre liberté de choisir à la sphère marchande, désapprenant ainsi l'usage de toutes les formes de liberté qui ne soient pas la liberté d'acheter »[21]. « Plus la valeur des actions boursières supplante les autres valeurs, observe de son côté Alain Caillé, et plus les exigences minimales d'honnêteté ou de simple respect de la loi, de loyauté, de fidélité et de confiance entre associés et partenaires deviennent irréalistes [...] L'essentiel réside dans le fait que la mondialisation du mégacapitalisme s'opère par et à travers une délégitimation en profondeur et dévastatrice de tous les ordres politiques et culturels hérités et qu'elle ne propose en échange des légitimations anciennes détruites aucune perspective concrète, aucun idéal plausible de remplacement »[22]. « Ainsi se confirme le pronostic de Georg Simmel d'après lequel la culture moderne dominée par le rôle de l'argent conduit à la conjonction de deux états sociaux, l'interdépendance et l'indifférence. En devenant le référent universel, l'argent a, d'un côté, libéré l'agir économique de toutes les contraintes, mais de l'autre, il a fait perdre le sens de toute sociabilité à des agents de plus en plus dépersonnalisés »[23].

« La société politique libérale tente d'aspirer chacun vers l'abstraction du sujet de droit, écrit Hervé Juvin, elle le déshabille de tout ce qui fait de lui un être de chair et de sang, un passé, des origines, des liens, une terre et une histoire, pour le rendre fluide, liquide, mobile, indéfiniment. En ce sens, la culture-monde est bien une négation de la condition humaine »[24]. Partout, comme sous l'effet d'un rouleau compresseur, la fabrique du Même est à l'œuvre. Uniformisation, éradication des différences et des valeurs partagées, laminage des cultures, déstructuration des peuples. « Sur tous les continents, résume Gilles Lipovetsky, le capitalisme impose sa loi à la vie économique, les techniques de production et de communication sont identiques, les mégalopoles et les architectures se ressemblent, le style d'habillement international se propage ; du Nord au Sud dominent l'ordre techno-marchand, les valeurs consuméristes, l'individualisation des modes d'existence qui sont les constituants de fond de l'Occident moderne »[25]. Cette négation de l'altérité n'est en dernière analyse qu'une forme de négation du principe de réalité. « L'universel abstrait moderne, rappelle Michel Freitag, reconnaissait encore le particulier en le surplombant, alors que le fonctionnement global systémique postmoderne absorbe en lui tout particulier »[26]. La mondialisation fait du déracinement un idéal et une norme.

*

La mondialisation est-elle synonyme d'américanisation ? On est souvent tenté de répondre par l'affirmative[27]. Dans les sondages d'opinion, l'hostilité envers la mondialisation se confond d'ailleurs souvent avec le rejet de l'hégémonie des Etats-Unis. Politiquement et culturellement, la mondialisation est en grande partie une américanisation, puisque la puissance dominante exporte à la fois ses marchandises, ses capitaux, ses services, ses technologies, mais aussi, par l'intermédiaire des « industries de l'imaginaire », sa culture, sa langue, ses standards de vie et sa vision du monde.

Sur le plan économique, le capitalisme n'est pas né outre-Atlantique, mais c'est bien là qu'il a véritablement été incorporé dans l'idéologie nationale : primauté du contrat, réduction du rôle de l'Etat, apologie de la concurrence et du libre-échange, etc. C'est également aux Etats-Unis qu'est née la notion de « gouvernance », d'abord appliquée aux entreprises, puis à la vie politique et sociale. On ne saurait donc s'étonner que l'économie américaine soit devenue depuis 1945 le pilier central du système financier international. Ce sont aussi les Etats-Unis qui ont mis en place en 1947 le FMI et le GATT (auquel a succédé l'OMC en 1995). Ce sont eux qui ont libéré les mouvements de capitaux à partir de 1974, afin de financer leurs déficits. Pour ce qui est du capital financier, ils conservent encore aujourd'hui une position bien supérieure à celle qui est la leur sur le plan industriel, puisqu'ils édictent les règles du commerce international, et que leur politique monétaire reste le principal mécanisme de régulation du mode d'accumulation financière mondial.

Il n'en est pas moins vrai que l'impérialisme américain ne se confond qu'en partie avec le règne de la Forme-Capital. L'objectif des Etats-Unis est d'américaniser le monde, mais l'Amérique se mondialise aussi. Cela ne veut pas dire que son pouvoir diminue, puisque ce pouvoir se fonde désormais sur la nouvelle fluidité du monde, mais que les Américains cherchent de plus en plus à agir « comme une sorte de puissance tutélaire mondiale de l'impératif de valorisation et de ses lois » (Robert Kurz). On constate, parallèlement, que le système du dollar est en crise, et que l'économie mondiale, avec les pays émergents, s'organise autour de spécialisations régionales nouvelles[28]. Les Etats-Unis restent le lieu d'origine, le moteur et le principal bénéficiaire du capitalisme moderne mais, il ne faut pas s'y tromper, ils en sont tout aussi dépendants que les autres. La mondialisation n'a pas de centre, fût-il américain.

Il serait sans doute plus juste de voir dans la mondialisation une nouvelle forme d'occidentalisation. On sait que depuis que l'Europe a découvert le monde, elle n'a cessé de vouloir l'unifier à son image et à son profit – ce qui montre une fois de plus que l'universalisme n'est qu'un ethnocentrisme caché. A l'époque moderne, comme l'a bien montré Serge Latouche[29], les apôtres du développement ont pris le relais des « trois M » (les missionnaires, les militaires et les marchands). Il y a de ce point de vue une dimension néocoloniale de la mondialisation, en l'occurrence la colonisation des sociétés humaines par la logique de profit et la finance de marché, puisqu'elle vise à généraliser à l'échelle planétaire les valeurs de l'Occident libéral : règne de l'individu, universalité abstraite, système des droits, etc., l'idée générale étant que ce qui n'a pas de sens économique n'en a aucun. « Le droit du colon, c'est-à-dire du développeur et de l'investisseur capable de rentabiliser n'importe quel actif, souligne encore Hervé Juvin, est jugé supérieur à celui de peuples autochtones et indigènes à demeurer sur leur sol selon leurs mœurs, lois et règles […] Pour le dire très clairement, le principe de la colonisation étendue à la totalité du monde est en train de recréer un vaste marché de

l'esclavage, en contraignant toutes les ressources terrestres à fonctionner dans le système économique à un prix de marché jugé universel. Ce qui constitue la négation absolue du droit des autochtones à disposer d'eux-mêmes »[30].

Jean Baudrillard avait lui aussi bien perçu cette dimension néocoloniale de la mondialisation. « La mise en place du système mondial, écrivait-il, est le résultat d'une jalousie féroce : celle d'une culture indifférente et de basse définition envers les cultures de haute définition – celle des systèmes désenchantés, désintensifiés, envers les cultures de haute intensité –, celle des sociétés désacralisées envers les cultures ou les formes sacrificielles. Pour un tel système, toute forme réfractaire est virtuellement terroriste [...] Il n'est pas question que la modernité puisse être reniée dans sa prétention universelle. Qu'elle n'apparaisse pas comme l'évidence du Bien et l'idéal naturel de l'espèce, que soit mise en doute l'universalité de nos mœurs et de nos valeurs, cela est criminel au regard de la pensée unique et de l'horizon consensuel de l'Occident »[31].

La mondialisation, en fin de compte, doit se comprendre comme une dialectique. D'un côté, elle unifie et homogénéise. De l'autre, elle suscite en réaction des fragmentations nouvelles et provoque des résistances parfois convulsives. Loin d'œuvrer à l'« unification des histoires humaines » (Jean Baechler), elle provoque des morcellements inédits, non seulement parce que les choses laissées à elles-mêmes ont tendance à aller vers la différenciation, mais parce que la tendance à l'homogénéisation planétaire engendre des réactions en sens contraire[32]. La *participation* commune au monde n'est en effet pas synonyme d'un sentiment d'*appartenance*, et l'accélération du mouvement d'homogénéisation des cultures sur le modèle américain renforce du même coup des formes de repli identitaire. « Plus les individus participent à la culture-monde, constate Gilles Lipovetsky, plus ils éprouvent le besoin de défendre leurs identités culturelles et linguistiques »[33]. Partout, mais surtout dans le Tiers-monde, l'imposition d'une logique purement marchande aux cultures traditionnelles suscite des réactions de rejet et fait apparaître la mondialisation comme une entreprise de domination, d'uniformisation et de nivellement.

Dans son bel *Eloge des frontières*, Régis Debray signale que depuis 1991, tandis que la mondialisation progressait à grands pas, 27 000 km de frontières nouvelles ont été créés en Europe en en Eurasie. « La plupart des peuples, ajoute-t-il, entretiennent avec leurs limites un rapport émotionnel et quasiment sacré »[34]. C'est la raison pour laquelle l'instauration d'une société vidée de toute dimension de transcendance, ignorant toute forme de sacré, nourrit aussi par réaction les fondamentalismes religieux (à commencer par l'islamisme radical)[35]. De telles réactions montrent à elles seules que la mondialisation a largement été un phénomène *imposé*.

S'inscrivant de toute évidence dans une perspective universaliste, la mondialisation se révèle par là incapable d'une véritable universalité, puisque les sociétés qui s'y trouvent confrontées cherchent plus que jamais à reconstruire leurs particularismes. Les gens « cherchent désespérément à se construire une intériorité qu'ils ont du mal à saisir, puisque tout devient pour eux extériorité »[36]. C'est ce qu'avait également observé Baudrillard : « La mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition »[37].

A. B.

1. Manfred B. Steger, « Ideologies of Globalization », in *Journal of Political Ideologies*, février 2005, pp. 11-30.

2. Cf. Fonna Forman-Barzilai, « Adam Smith as Globalization Theorist », in *Critical Review*, 2000, 4, pp. 391-419.

3. Hervé Juvin, « Vers un Big Bang géopolitique », in *le Choc du mois*, novembre 2010, p. 11.

4. Cf. Pietro Barcellona, *Le passioni negate. Globalismo e diritti umani*, Città Aperta, Troina 2001 ; Vittorio Cotesta, *Società globale e diritti umani*, Rubbettino, Soveria Mannelli 2008.

5. Mireille Delmas-Marty, *Résister, responsabiliser, anticiper ou comment humaniser la mondialisation*, Seuil, Paris 2013, p. 50.

6. Manuel Castells, *La société en réseaux*, Fayard, Paris 1998, p. 122.

7. Zaki Laïdi, *La gauche à venir. Politique et mondialisation*, L'Aube, La Tour d'Aigues 2001, p. 7. Cf. aussi l'excellent livre de Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Découverte, Paris 2010.

8. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie*, vol. 2 : *Mille plateaux*, Minuit, Paris 1980, p. 614.

9. Michel Freitag, « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique », in Daniel Dagenais (éd.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Presses de l'Université Laval, Saint-Nicolas 2003, p. 353.

10. Jean Baechler, « Souveraineté et mondialisation », in *Commentaire*, été 2007, p. 353-358.

11. Cf. Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Aubier, Paris 2006.

12. Cf. Daniele Archibugi et David Held (ed.), *Cosmopolitan Democracy. An Agenda for a New World Order*, Polity Press, Cambridge 1995.

13. Frédéric Lordon, « Qui a peur de la démondialisation ? », in *Le Monde diplomatique*, 13 juin 2011.

14. « C'est à la frontière d'assurer la paix en permettant à chaque peuple de connaître et de faire connaître, de délimiter, de faire respecter et de défenses droits », écrit Hervé Juvin (*La grande séparation. Pour une écologie des* civilisations, Gallimard, Paris 2013, pp. 47-48). Cf. aussi Alex Rutherford, Dion Harmon, Justin Werfel et al., « Good Fences: The Importance of Setting Boundaries for Peaceful Coexistence », publication du New England Complex Systems Institute, octobre 2011.

15. Cf. Noreena Hertz, *The Silent Takeover. Global Capitalism and the Death of Democracy*, The Free Press, New York 2001.

16. A date récente, certains auteurs (Ruth Weisberg, Helen Stuhr-Rommereim, Robin van den Akker, Dmytro Drozdovsky) ont cependant introduit une distinction nouvelle en parlant d'une « post-postmodernité » qui se caractériserait notamment par l'omniprésence des systèmes digitalisés.

17. Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, Le Rouergue/Chambon, Arles 2006. Cf. aussi Cf. Manuel Castells, *La société en réseaux*, op. cit. ; Pascal Michon, « Le monde et l'empire fluides », in *Revue du MAUSS*, 1er sem. 2005, pp. 127-142.

18. Zaki Laïdi, « Qu'est-ce que la mondialisation ? », in *Libération*, 1er juillet 1996, p. 6.

19. Sur cette nouvelle société globale, cf. aussi Marc Abélès, *Anthropologie de la globalisation*, Payot, Paris 2008.

20. George Ritzer, *The McDonaldization of Society. An Investigation Into the Changing Character of Contemporary Social Life*, Pine Forge Press, Thousand Oaks 1993.

21. Zygmunt Bauman, « Les usages de la peur dans la mondialisation », in *Esprit*, juillet 2005, p. 73.

22. Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*, La Découverte, Paris 2005, pp. 259-260 et 264.

23. Gérard Dussouy et Bernard Yvars, « Bien-être et consolidation de l'Etat de droit dans l'UE dans le contexte de la globalisation », texte en ligne, 2010, p. 8.

24. Hervé Juvin et Gilles Lipovetsky, *L'Occident mondialisé. Controverse sur la culture planétaire*, Grasset, Paris 2010, p. 201.

25. Ibid., p. 155.

26. « De la terreur au meilleur des mondes », art. cit., p. 382.

27. Cf. par exemple « La globalisation, la phase terminale du cancer américain », in *Rébellion*, mars-avril 2005, pp. 11-14, qui fait de la mondialisation le système de l'impérialisme américain.

28. Cf. Jean-Louis Beffa, « La mondialisation restera-t-elle américaine ? », in *Commentaire*, été 2007, pp. 347-351.

29. Serge Latouche, *L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, La Découverte, Paris 1989 et 2005.

30. Hervé Juvin, « Vers un Big Bang géopolitique », in *le Choc du mois*, novembre 2010, p. 12.

31. Jean Baudrillard, « La violence de la mondialisation », in *Le Monde diplomatique*, novembre 2002, p. 18.

32. Cf. Pierre-Noël Giraud, *La mondialisation. Emergences et fragmentations*, Sciences humaines, Paris 2008.

33. *L'Occident mondialisé*, op. cit., p. 129.

34. Régis Debray, *Eloge des frontières*, Gallimard, Paris 2010, p. 31.

35. Cf. Benjamin R. Barber, *Djihad versus McWorld*, Desclée de Brouwer, Paris 1996.

36. Zaki Laïdi, « Qu'est-ce que la mondialisation ? », art. cit.

37. Jean Baudrillard, « Le mondial et l'universel », in *Libération*, 18 mars 1996.